

**Amendement n°1 présenté par Gaëtan Gorce, membre du Conseil national** (remplacer les pages 2 à 4 jusqu'à « les clefs du nouveau modèle » par le texte suivant).

## **Pour un Eco-socialisme**

L'exigence d'un nouveau modèle ne s'adresse-t-elle pas d'abord au socialisme lui-même ? Né en réaction aux excès de la Révolution industrielle, construit sur l'idée d'une croissance continue, gage d'une plus large redistribution, le mouvement socialiste est aujourd'hui en panne d'inspiration. Mais celle-ci ne vient-elle pas d'abord de ce que le capitalisme vis-à-vis duquel le mouvement socialiste s'est toujours défini, a profondément changé, posant en de nouveaux termes l'éternelle question des rapports du travail et du capital mais aussi des ressources naturelles et des limites de leur exploitation ? Doit-il dès lors renouer, comme l'a laissé penser ces derniers mois toute une série de déclarations, avec l'idée d'une possible alternative ? Doit-il rechercher au contraire à créer les conditions d'un nouveau compromis plus favorable au travail ? Ou doit-il plutôt renouveler son approche pour favoriser l'émergence d'une économie et d'une société plurielles dans lesquelles les valeurs de solidarité et d'éthique, de développement durable et de délibération publique s'appuieraient sur un rapport de force concret que nous aurions politiquement et intellectuellement contribué à créer ?

D'une certaine façon, la crise financière comme la crise climatique devraient nous libérer de par leur ampleur, de nos dernières timidités. Ce nouveau modèle à construire, ne peut être qu'un **Eco-socialisme**, c'est-à-dire un socialisme qui ne renonce en rien à son ambition d'égalité et de justice sociale mais tout entier subordonné à la préservation de l'avenir de notre planète et de ses habitants. Comment d'ailleurs ne pas observer que ces deux crises qui nous frappent sont étroitement liées et tiennent, l'une et l'autre, au recul, voire à la disparition de toute autre forme de rationalité que celle liée à la compétition et au marché ?

C'est rien moins qu'un nouvel équilibre entre la société, la démocratie et l'économie qu'il convient d'inventer à l'instar du défi que le socialisme dût relever au lendemain de la seconde guerre mondiale.

Il ne peut plus s'agir, comme on l'écrit encore parfois, de « préserver » notre environnement, mais de mettre notre humanité et la menace que constitue pour elle la crise écologique, au centre de notre philosophie politique. En agissant de la sorte, le mouvement socialiste ne fera qu'ajuster son projet aux conditions nouvelles dans lesquelles il se trouve placé. L'écologie ne peut être pour les socialistes une préoccupation parmi d'autres (même si sa place dans la hiérarchie est rehaussée) mais **la** valeur autour de laquelle réorganiser et ressourcer toutes les autres, qu'il s'agisse de notre vision du progrès, de l'exigence démocratique ou de celle de justice sociale avec lesquelles elle s'accommode par ailleurs à merveille. Cette mutation du monde et de ses défis est une chance qu'il nous faut saisir.

- C'est tout d'abord pour le mouvement socialiste une formidable opportunité pour redéfinir son rapport au progrès.

La crise du progrès a laissé la porte ouverte au retour des idéologies irrationnelles, transcendantes ou simplement à la loi du présent à laquelle le « tout marché » s'est parfaitement adapté.

Ce contexte idéologique est une menace mortelle pour l'idée socialiste : il encourage un sentiment d'angoisse, de peur et d'insécurité qui nourrit aussi bien la fuite en avant que l'affirmation d'un catastrophisme « antihumaniste ». Une partie des réflexions philosophiques auxquelles le réchauffement climatique a donné lieu conclut ainsi à la reconnaissance de droits de la nature distincts de ceux de l'humanité : la première aurait sur l'autre des droits spécifiques à faire valoir. Une telle approche pourrait aller jusqu'à justifier au nom de ce conflit de légitimité, des mesures inconciliables avec notre conception de l'humain qui s'appuie sur un droit égal à subsister, le libre choix démocratique etc.

Une nouvelle approche devrait se caractériser par la reconnaissance de l'ambivalence du progrès scientifique et technologique et par conséquent de la nécessaire prudence à lui témoigner. Il devrait en revanche, indiquer que ce nouveau contexte, loin de justifier la stagnation ou la décroissance, devrait conduire à accepter le risque lié désormais à toute notion de progrès et à créer les conditions de sa mesure, de sa prévention ou de sa maîtrise.

De la même façon, cette double crise doit nous conduire à donner à la croissance de nouveaux appuis : la croissance verte est une croissance qui tire de la préservation de son environnement le ressort de son propre développement.

L'Eco-socialisme est donc un humanisme qui récuse toute forme de catastrophisme ou de culpabilisation. Il est une volonté politique fondée sur une analyse lucide de la situation et de sa gravité et des changements à opérer dans notre organisation économique et sociale pour y apporter des solutions durables !

- Ensuite parce qu'elle est une doctrine d'organisation, l'idée socialiste dispose, plus que le libéralisme, de la palette d'outils permettant de traiter ces risques et leur évolution.

Le rapport **Stern** n'a pas hésité à présenter le réchauffement climatique comme « **le plus grand échec du marché dans l'histoire du monde** ».

Celui-ci s'est en effet révélé incapable de prendre en compte la vraie valeur des choses : il peut, dans le prix, intégrer la rareté mais pas les conséquences

futures de la disparition d'une ressource.

Il aura, par conséquent, pour y parvenir, besoin d'incitations, d'orientations, qui ne pourront être que le fait de la puissance publique : obligation d'intégrer certains produits ou matériaux, incitations fiscales à investir dans l'éolien, etc.

Au total, la crise climatique comme la crise financière vont conduire à réhabiliter les instruments de l'intervention publique auxquels le socialisme s'est toujours identifié.

Cette orientation ne peut cependant reposer sur les aléas d'ajustements économiques incertains. Elle devra déboucher sur des résultats pour ne pas compromettre l'objectif initial que la collectivité s'est assignée. Ainsi, conviendra-t-il à l'échelle nationale et si possible européenne de se doter d'un véritable outil de planification, s'agissant en particulier de l'approvisionnement ou de la consommation énergétique. Aussi, sera-t-il nécessaire d'orienter la consommation vers les services ou l'immatériel. On voit que la formule d'un nouveau plan indicatif serait ici manifestement la plus appropriée.

De même, conviendra-t-il de favoriser à l'échelle mondiale, un système de gouvernance qui assure la protection « de biens publics mondiaux », océans, fleuves, atmosphère, etc.

Il ne saurait naturellement être question de revenir aux formes traditionnelles d'intervention de l'Etat, mais bien plutôt d'encourager la coopération d'une multitude d'acteurs (gouvernements, entreprises, associations, ONG, etc.) qui ne pourra manquer de donner au socialisme associatif ou mutualiste une nouvelle fraîcheur.

- La prise en compte de l'enjeu écologique contribuera également à réactualiser plusieurs des valeurs identitaires du socialisme.

D'abord la démocratie : l'acceptation d'un certain degré de risque, les limitations à porter à certaines formes de production ou de consommation, les limites à fixer au marché, ne peuvent évidemment se concevoir sans une approche plus exigeante de notre démocratie fondée sur la transparence, la libre évaluation et la qualité de la délibération publique. Elle fera appel à une **éthique de la responsabilité** qui devra nous conduire à réhabiliter les notions de courage politique et d'honnêteté dans l'exposition des enjeux, de pédagogie dans la recherche des solutions.

Ensuite, la lutte contre l'injustice sociale : comment ne pas avoir en tête cette phrase d'**Amartya Sen** selon lequel « **la famine n'existe pas là où il y a la démocratie** ».

Chacun s'accorde à considérer, en effet, que le réchauffement climatique aura des conséquences d'autant plus lourdes que certaines populations, parmi les plus pauvres, les plus déshéritées, auront été plus exposées. Réduire l'injustice sociale, c'est réduire aussi cette exposition.

A cela s'ajoute également l'idée que le droit de chacun à la subsistance doit être affirmé et garanti. Et qu'enfin, plus la croissance sera équitablement partagée, moins il sera nécessaire que celle-ci atteigne un niveau élevé, dans la mesure où les gaspillages auront été ainsi évités.

Comment ne pas observer enfin que si la crise écologique devait conduire à une restriction de la croissance et de la consommation dans les pays développés, cela pourrait se traduire par une bataille sociale de grande ampleur non plus pour partager la prospérité mais la pénurie.

- La question de la « durabilité » donne enfin une nouvelle légitimité au refus du « tout marché »

Celui-ci fonctionne à l'égard des systèmes sociaux comme il le fait à l'égard des écosystèmes : il détruit le pluralisme des valeurs (espaces non soumis à l'éthique monétaire : santé, culture, gratuité, etc.) et la diversité. Ce faisant, il affaiblit le capital social et humain dont l'humanité a besoin pour se développer. Cette approche conduira à intégrer l'enjeu écologique dans la totalité des autres enjeux soulevés par la mondialisation et à relier la mondialisation économique à la défense plus globale de la société dans ses différentes dimensions face au marché.

La question qui nous est posée reste à cet égard passionnante de savoir si le socialisme sera capable, mieux que le libéralisme économique (qui est fondé sur l'exacerbation de l'acte de possession et de consommation) de faire prévaloir les notions de maîtrise et de modération ? S'il saura, renouant avec le socialisme éthique à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, associer le progrès humain à une désaliénation par rapport à l'argent, à la réussite matérielle ? S'il saura donner la priorité à l'épanouissement personnel, au développement culturel ?

Parti du prolétariat puis du salariat, le mouvement socialiste peut à travers la prise en compte de ces enjeux passer à un stade supplémentaire. Loin d'être le parti d'une catégorie sociale, il doit élargir sa préoccupation, contre le corporatisme social ou le populisme nationaliste, à l'humanité tout entière, nous invitant à renouer avec la vocation internationaliste de notre projet.